

Question écrite n°2187 - Sujet : Article L.124-7 (1) du Code du travail

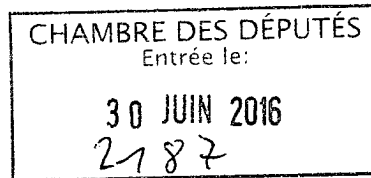
Auteur(s) : Monsieur Marc Spautz, Député

Destinataire(s) : Monsieur Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire

Date limite de réponse à la question : 30-07-2016

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
30-06-2016	Dépôt de la question	Document écrit de la question
05-07-2016	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Monsieur Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire; Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale Nouveau(x) destinataire(s) : Monsieur Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	Document annexe : Changement de destinataire
22-07-2016	Réponse écrite de Monsieur Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 30 juin 2016

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale au sujet de l'article L.124-7 (1) du Code du travail.

Comme l'a relevé paperjam.lu, la Cour de justice a dans un arrêt du 19 avril 2016 Dansk Industri (DI) c/ Rasmussen considéré que priver un salarié d'une indemnité légale de licenciement au motif qu'il pourrait percevoir une pension de vieillesse serait équivalent à une discrimination fondée sur l'âge.

Or, notre Code du travail comporte une disposition qui pourrait un jour connaître ce même sort. L'article L.124-7 du Code du travail dispose en effet que :

« Le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié par l'employeur, sans que ce dernier y soit autorisé par l'article L. 124-10, a droit à une indemnité de départ après une ancienneté de services continus de cinq années au moins auprès du même employeur, lorsqu'il ne peut faire valoir des droits à une pension de vieillesse normale; la pension de vieillesse anticipée n'est pas considérée comme pension pour les besoins de l'application du présent alinéa. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

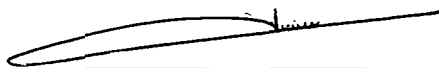
- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'au vu de la jurisprudence précitée, l'employeur luxembourgeois qui prive son salarié licencié d'une indemnité de départ légale au motif que ce dernier peut percevoir une pension de vieillesse pourrait être accusé d'agir de manière discriminatoire à l'encontre de ce salarié, peu importe qu'il ait simplement respecté l'article L.124-7 (1) du Code du travail ?
- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi pour remédier à cette situation ? Si oui, endéans quel délai ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Marc Spautz
Député

Question parlementaire n°2187 de M. Marc Spautz : Changement de destinataire

Transmis en copie pour information
- à Monsieur le Député Marc Spautz
- aux honorables Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 5 juillet 2016
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a series of smaller, more intricate strokes.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid
Tél. (+352) 247-86352

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service Central de la Législation
43, Boulevard Royal
L-2450 LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

05 JUL. 2016

Luxembourg, le 4 juillet 2016

Référence : 817x01b1c

Objet : Question parlementaire n° 2187 du 30 juin 2016 de M. le Député Marc Spautz

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Sécurité sociale n'a pas de compétences en ce qui concerne la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

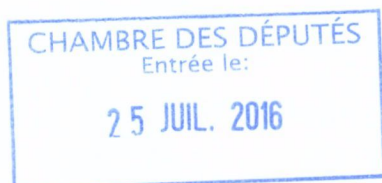
Romain SCHNEIDER
Ministre de la Sécurité sociale





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

Réf.: NS /NW/al/2016/qp 2187 transmis SCL



Monsieur Fernand ETGEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement
Service Central de Législation
L-2450 LUXEMBOURG


Luxembourg, le 22 juillet 2016

Concerne: Question parlementaire n°2187 de l'honorable Député Marc Spautz

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire à la question parlementaire n° 2187 de l'honorable Député Marc Spautz.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Nicolas SCHMIT
Ministre du Travail, de l'Emploi et
de l'Economie sociale et solidaire



**Réponse du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire à la
question parlementaire n° 2187 de l'honorable député Marc Spautz**

Au vue de la jurisprudence citée par l'honorable Député il est tout à fait envisageable que l'exclusion des salariés licenciés du paiement de l'indemnité de départ lorsque ceux-ci peuvent faire valoir des droits à une pension de vieillesse normale puisse être considérée comme discriminatoire.

Une modification conséquente de l'article en question est envisagée pour la rentrée parlementaire.